



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bureau de la Sécurité et de la Communication
Mission ERP

Sous-préfecture de Lens

La Sous-préfète de LENS
à
Monsieur le Maire
Service urbanisme
- LENS -

PROCES-VERBAL de la Commission d'Arrondissement de Sécurité de LENS - Réunion du 21 juillet 2026 -

COMMUNE : LENS
Etablissement : Chicken Street (ex Café de Paris)
Adresse : 12 PLACE JEAN JAURES 62300 LENS
PETITIONNAIRE : CS LENS - Minsieur Ismael KADDOUR

1) La présente étude est relative à l'aménagement d'un restaurant sous l'enseigne CHICKEN STREET dans un local existant, le local est sur 3 niveaux.

2) Après travaux, l'occupation des locaux sera la suivante :

- Sous-sol (non accessible au public) : 1 réserve de 78 m² + 1 WC de 2 m² + 1 local non renseigné (Surface ??)
- RDC (accessible au public) : 1 zone restauration assise de 38 m² + 3 zones file d'attente totalisant 3 m² + 1 WC
- RDC (non accessible au public) : 1 réserve boissons de 2 m² + 1 zone comptoir de 8 m² + 1 cuisine ouverte de 20 m² avec 1 zone plonge de 5 m² + 2 chambres froides de 5 et 3 m² + 1 local poubelles de 5 m² + 1 local technique de 2 m² + 1 accès cave via escalier non encloué + 1 accès étage via escalier encloué
- R+1 (non accessible au public) : 2 vestiaires (H/F) + 1 bureau + 1 local rangement
- R+2 & R+3 (non accessible au public) : non renseigné

3) Effectif et classement :

Activité : Restauration assise type N

L'effectif du public est déterminé en fonction : article PE 3 de l'arrêté du 22 juin 1990.

L'espace de vente à emporter étant mélangé à la restauration assise, nous prendrons la déclaration d'effectif de l'exploitant dans la limite de 1 personne pour 2 m² soit 1 personne/m² pour la restauration assise et 3 personnes/m² pour la file d'attente.

Public : 47 personnes + Personnel : 6 personnes Effectif total : 53 personnes

4) Mise en sécurité des personnes en situation de handicap : Afin de garantir l'évacuation de chaque niveau de construction en tenant compte des différents types et situations de handicap, le maître d'ouvrage s'est engagé à retenir les solutions techniques ou équivalentes suivantes : Aide humaine à l'évacuation sur l'extérieur. Pas d'évacuation différée. Accès du public uniquement au RDC. (PRESCRIPTION)

5) Dossier sécurité produit par le maître d'ouvrage :

Isolement/Implantation : Implanté au rez-de-chaussée, R+1 et R-1 d'un bâtiment en R+3 avec une façade accessible desservie par la voie publique. Place Jean Jaurès à Lens et isolé des tiers en vis-à-vis par une distance de 5 mètres minimum + isolé des tiers accolés par des murs en briques coupe-feu 1 heure minimum + isolé des tiers superposés par un plancher haut en béton coupe-feu 1 heure minimum.



Construction : Structure porteuse de construction traditionnelle en maçonnerie de briques et béton stable au feu 1 heure + Charpente : Non renseignée + Couverture en ardoises
Aménagements intérieurs respect de l'article PE 13 (articles AM).

Dégagements : 1 dégagement de 2 unités de passage avec moins de 25 m à parcourir + 1 dégagement pour le personnel de 2 unités passage.

Ventilation/Désenfumage : Hotte en cuisine ouverte (400° 1 heure).

Électricité/Éclairage : Conformes aux normes et règlements + Coupure d'urgence + Blocs autonomes d'éclairage de sécurité d'évacuation.

Chauffage : par climatisation réversible + Arrêt d'urgence climatisation prévu

Locaux à risques particuliers : Cuisine ouverte, respect des dispositions de l'article PE 16 + Réserve cave isolée + Réserve boissons isolée + Réserve chambres froides isolée.

Appareils de cuisson : Appareils de cuisson électrique de puissance totale > à 20 KW + Friteuses avec extincteur automatique + Arrêt d'urgence force des appareils en cuisine

Moyens de secours : Extincteurs à eau pulvérisée 6 Litres + Extincteurs appropriés aux risques + Alarme incendie de type 4 perceptible + Alerte par téléphone urbain + Consignes de sécurité + Formation du personnel.
DECI assurée par : PEI N°624980199 conforme situé à moins de 200m (données GEOCONCEPT au moment de l'étude).

La Commission classe l'établissement comme suit :

Type	: N	Catégorie : 5ème	<u>AT062.498.26.00038</u>
Type(s) secondaire(s)	:		

La Commission s'est réunie ce jour afin d'examiner le projet.

Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées par le Service Départemental d'Incendie et de Secours pour les règles de sécurité incendie.

Suite à l'examen du dossier, la commission émet :

Avis Favorable au projet

Par ailleurs, je vous rappelle :

Conformément aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation ERP recodifié par le décret n°2021-872 du 30/06/2021, je vous serais obligé de bien vouloir notifier le présent avis et de veiller au respect des prescriptions ci-après :

Rappels réglementaires :

- **Code de construction et de l'habitation modifié par le décret du 30 juin 2021 (ERP) - R 143-3 :**
La liste des prescriptions édictées n'est pas exhaustive, elle ne dispense pas le propriétaire, l'exploitant ou l'utilisateur de l'établissement du respect intégral des textes de référence précités.
- **Arrêté du 25 juin 1980 modifié - GN 13 :**
Veiller à ce que les travaux qui feraient courir un danger quelconque au public ou qui apporteraient une gêne à son évacuation soient effectués en dehors de sa présence.

- **Arrêté du 25 juin 1980 modifié - GN 14 :**

Les appareils ou équipements doivent être conformes soit aux normes françaises, soit aux normes européennes harmonisées, soit aux normes ou spécifications techniques d'autres états de l'Union Européenne reconnues conformément à l'article GN 14 du règlement de sécurité.

Prescription(s) liée(s) au projet :

- **Prescription n°1** (liée à l'exploitation), Code de construction et de l'habitation modifié par le décret du 30 juin 2021 (ERP) - R 143-22 :

Respecter les engagements du maître d'ouvrage dans sa notice de sécurité.

- **Prescription n°2** (liée à l'exploitation), Arrêté du 25 juin 1980 modifié - GN 8 :

Élaborer sous l'autorité de l'exploitant les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap.

- **Prescription n°3** (liée à l'exploitation), Arrêté du 22 Juin 1990 modifié (Articles PE) - PE 4 :

Faire procéder périodiquement en cours d'exploitation, par des techniciens compétents, aux vérifications des installations et équipements techniques suivants :

Le désenfumage ;

Les installations de chauffage ;

Les installations de gaz combustibles et les appareils d'utilisation ;

Les installations électriques ;

L'éclairage de sécurité ;

Les installations de cuisson destinées à la restauration ;

Les moyens de secours contre l'incendie ;

L'équipement d'alarme incendie.

**Pour la Sous-préfète,
La Présidente de la Commission,**



Dominique COUVREUR



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Sous-Commission Consultative Départementale d'Accessibilité
Service SERBC
Unité Accessibilité

29 juin 2026

PROCES VERBAL
portant avis de la Sous-Commission Consultative Départementale d'Accessibilité
Séance du 29/06/2026

Commune : LENS

Pétitionnaire : CS LENS - M.KADDOUR Ismael

Établissement : CHICKEN STREET

Catégorie : 5 Dossier : AT 62 498 26 00038

- ☒ Autorisation de travaux
☐ Permis de construire
☐ Demande de dérogation(s) Accessibilité
Dérogation(s) numéro(s)
☐ Visite avant ouverture Accessibilité
Nombre de cases cochées : 1

Avis de la Commission :

- ☒ FAVORABLE
☐ DÉFAVORABLE
☐ SANS OBJET

Merci de bien vouloir notifier cet avis au pétitionnaire.

Pour toute question :

Permanence téléphonique au 03 21 22 99 99

le mardi et le jeudi de 14h à 16h

le vendredi de 9h30 à 11h30

Courriel : ddtm-accessibilite@pas-de-calais.gouv.fr

Pour le préfet et par subdélégation du directeur
départemental des territoires et de la mer
La présidente de séance


Christine RUBIN

BASE RÉGLEMENTAIRE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)** et notamment les articles L161-1 à L164-3 et R.122-5 à R.122-21 et R.161-1 à R.164-6.
- **Extrait de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005** pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées relatif au cadre bâti.
- **Décret n° 2021-872 du 30 juin 2021** recodifiant la partie réglementaire du livre Ier du CCH et fixant les conditions de mise en œuvre des solutions d'effet équivalent.
- **Arrêté du 11 septembre 2007** relatif au dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées.
- **Arrêté du 8 décembre 2014 modifié** fixant les dispositions prises pour l'application des articles du CCH et de l'article 14 du décret n°2006-555, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public.
- **Arrêté du 15 décembre 2014 modifié** fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation.
- **Arrêté du 20 avril 2017 modifié** fixant les dispositions prises pour l'application des articles du CCH relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP et des IOP lors de leur construction ou de leur création.

Descriptif du projet et du bâtiment
Le projet porte sur des travaux d'aménagement d'un restaurant sous l'enseigne «Chicken Street».
Préambule général
Le pétitionnaire devra se conformer au respect, d'une part des documents produits à l'appui de sa demande, d'autre part des dispositions techniques de l'arrêté du 8 décembre 2014. En outre, il devra respecter les prescriptions particulières suivantes.
Autorisation de travaux - Prescriptions
À l'entrée, la contremarche doit être visuellement contrastée par rapport à la marche. Le nez de marche doit être non glissant et contrasté visuellement par rapport à la marche sur au moins 3 cm en horizontal. Dans le cabinet d'aisances, le plan supérieur du lave-mains doit être situé à une hauteur maximale de 0,85 m.

À l'issue des travaux, une attestation de conformité de l'établissement aux règles d'accessibilité doit être transmise, conformément à l'article R.165-3 du Code de la construction et de l'habitation. Cette démarche est faite en ligne en suivant ces liens :

pour un ERP de catégorie 1 à 4 :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/attestation-accessibilite-cat1-4>

pour un ERP de 5^e catégorie :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/attestation-accessibilite-erp-cat-5>

Chaque établissement recevant du public doit constituer un **registre public d'accessibilité**, consultable par le public sur place au principal point d'accueil accessible de l'établissement, éventuellement sous forme dématérialisée. Pour plus d'informations :

https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp#scroll-nav_5